

Enjeux énergétiques Pour une politique pragmatique et socialement acceptable

À l'heure où les interventions se multiplient sur le dossier, ô combien passionnel ! du nucléaire, la CFE-CGC aborde le débat avec pragmatisme, avec une vision industrielle à long terme.

La politique énergétique du pays engage la compétitivité du territoire, le niveau de vie des Français, la sécurité des approvisionnements énergétiques, le développement de filières industrielles pourvoyeuses d'emplois hautement qualifiés et de forces de recherche et développement, d'innovation dans la compétition mondiale. Elle mérite mieux que des controverses. La CFE-CGC exige qu'elle soit le résultat d'un véritable débat de fond, étayé par des analyses approfondies et intégrant l'ensemble des aspects, y compris économiques et sociaux.

Une sortie rapide du nucléaire engendrerait :

- Une augmentation rapide du coût du kWh électrique pour les ménages et les entreprises.
- Une fragilisation de l'équilibre du système électrique européen qui est interconnecté.
- Des conséquences dramatiques pour la croissance et l'emploi.
- L'abandon d'une filière où la France possède un savoir-faire technologique reconnu internationalement.
- Un affaiblissement de l'indépendance énergétique du pays.

La substitution d'une part significative du nucléaire par des énergies renouvelables nécessiterait l'installation de nouveaux moyens souples de production pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables, c'est-à-dire de moyens de production à base d'énergie fossile (gaz-fioul-charbon). Elle impliquerait donc :

- Une augmentation des émissions des gaz à effet de serre.
- Une dégradation de la balance commerciale (achat de combustibles).
- Une dépendance énergétique accrue vis-à-vis de nos fournisseurs.

L'évolution de notre politique énergétique consiste à définir, avec toute la souplesse nécessaire, l'assemblage énergétique qu'il faut, aujourd'hui et demain, pour la France. Assemblage qui assure et assurera une énergie compétitive, sûre et faiblement carbonée. Aux côtés de l'hydraulique, l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables et les énergies fossiles avec captage de CO₂, doivent constituer le cœur du parc de production électrique.

Tant pour la croissance et l'emploi que pour la préservation de la planète, le développement d'une politique d'efficacité énergétique, gage de transition vers un modèle sociétal marqué par la sobriété énergétique favorisant le développement de filières industrielles françaises, doit constituer une priorité absolue.

Cette politique énergétique, socialement acceptable, construite sur les principes défendus par la CFE-CGC, garantira à la France et aux citoyens un système énergétique fiable, respectueux de l'environnement à un coût raisonnable.